



Communiqué de presse

126/21

Montreuil, le 3 décembre 2021.

Les professionnel.le.s du secteur social, médico-social et socio-éducatif en résistance explosent !!!

Les organisations syndicales et collectifs dénoncent la stratégie volontaire et méthodique de dégradation des conditions de travail et des conditions d'accueil et de prise en charge qui se traduit par :

- **Un management technocratique, autoritaire et méprisant**
- **Une chute du pouvoir d'achat de 25 % en 20 ans**
- **Le mépris des organisations patronales et des gouvernements :**
 - **Exclusion du SEGUR**
 - **+ 0,02 € d'augmentation du point dans la Convention de 66**
 - **Gel du point d'indice dans la Fonction publique**
- **La mise en concurrence des institutions et des salarié.e.s**
- **La tarification à l'acte (SÉRAPHIN PH)**
- **Le chantage visant à la convention unique de bas niveau**

Les organisations syndicales et collectifs refusent cette stratégie qui poursuit la marchandisation et la financiarisation de notre secteur. Cette logique gestionnaire met à mal et dégrade l'accompagnement des publics.

Les organisations syndicales et collectifs s'opposent à la perte de sens de nos métiers.

Souffrance au travail, mal-être, maltraitance, *burn out*, suicides... Ce n'est pas seulement de perte d'attractivité dont souffrent nos métiers, c'est aussi de perte de dignité.

Les organisations syndicales et collectifs revendiquent sans attendre :

- **une augmentation de salaire de 300 € minimum par mois pour toutes et tous sans discrimination des professions**
- **l'amélioration des conditions de travail à travers l'embauche immédiate de professionnel.le.s diplômé.e.s, en CDI dans le secteur privé et sous statut dans la Fonction publique avec une augmentation de la fréquence des concours**
- **la fin des contrats précaires et le départ en formation des salarié.e.s non diplômé.e.s**
- **des moyens financiers et humains à la hauteur des besoins de la population.**

Dans le public et dans le privé, la déliquescence des secteurs médico-social, socio-éducatif et social s'accroît depuis des années. Les annonces du Premier ministre ne nous rassurent pas.

Le bilan que nous dénonçons depuis des années est plus que catastrophique. Dans ce contexte de crise, nous aurions pu croire à un changement de cap, mais que nenni, la politique du quoi qu'il en coûte, par la baisse des dépenses publiques, fait toujours et encore des ravages.

L'Union Fédérale Action Sociale CGT, la Fédération Nationale CGT des Personnels des Organismes Sociaux, la FSU Territoriale, le SNUASFP-FSU, SUD Santé Sociaux, SUD Collectivités Territoriales, La fédération CGT des Services Publics, la fédération CGT Santé Action Sociale, le Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social Protection Judiciaire de la Jeunesse FSU, la CGT PJJ, le collectif travail social en lutte et la Confédération Nationale du Travail appellent les professionnel.le.s du secteur à se mobiliser **le 7 décembre 2021** par tous les modes possibles (assemblée générale, débrayage, tractage, etc.).

Les organisations et collectifs signataires ont d'ores et déjà prévu de se revoir à l'issue de la journée du 7 décembre 2021 pour préparer les suites dès début 2022.

Contacts presse :

Christophe CLIMACO, UFAS CGT : 07 88 75 74 90
 Estelle PIN : CGT FDOS : 06 63 16 90 52
 Nathalie ANDRIEUX-HENNEQUIN, SNUASFP FSU : 06 81 40 37 66
 Ramon VILA, SUD Santé sociaux : 06 01 73 71 28.
 Béatrice FAUVINET, FSU Territoriale : 06 20 77 78 22
 Sophie HERLIN-MARTINEZ, CGT FDSP : 06 27 29 44 15
 Pierre LECORCHER, CGT PJJ : 06 14 24 82 36
 Vito FORTUNATO, SNPES PJJ FSU : 01 42 60 11 49
 CNT : media@cnt-f.org